



RAPPORT 2006 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rapport du Conseil d'administration aux actionnaires

Dans un contexte de plus en plus concurrentiel, les résultats de la BNDA en 2006 sont globalement satisfaisants. En effet le résultat net de la banque s'est élevé à 886 millions de francs CFA contre 375 millions en 2005. Toutefois, la part de la BNDA dans le total de bilan des banques maliennes est passée de 15,3% à fin 2005 à 13,3% à fin 2006.

I. Le contexte concurrentiel de l'activité de la BNDA a été caractérisé en 2006 par la poursuite de l'expansion de l'activité de la place bancaire ; les parts de marché de la banque se sont légèrement réduites durant cet exercice.

- ▶ Les crédits du système bancaire passent de 549 milliards de francs CFA à fin 2005 à 638,2 milliards de francs CFA à fin 2006, soit une progression de 17% contre 0,7% en 2005. La part relative de la BNDA dans l'ensemble des crédits bancaires passe de 15,3% à fin 2005 à 13,8% à fin 2006, ce qui témoigne un léger effritement de sa position.
- ▶ Durant l'exercice 2006, la BNDA perd 1,2 point de part de marché des crédits à court terme (15,4% à fin 2006 contre 16,6% à fin 2005) et 6,8 point de part de marché des crédits à moyen terme (12,2% du marché de part de marché à fin 2006, contre 19% à fin 2005) ; sa part dans le total des créances nettes en souffrance du système bancaire passe de 8,2% à fin 2005 à 9,1% à fin 2006 malgré un encours de crédits compromis qui n'augmente pas dans le portefeuille de la BNDA.
- ▶ La BNDA voit sa part de marché de dépôts diminuer de 2,1 points. Les dépôts collectés par le système bancaire passent de 678 milliards de francs CFA à fin 2005 à 786 milliards de francs CFA à fin 2006, soit une progression de 16%. Au cours de la même période la part de la BNDA dans les ressources collectées par le système bancaire s'établit à 12,1% à fin 2006 contre 14,2% à fin 2005. On note une détérioration de la part de marché des dépôts à vue (12,1% en 2006 contre 14,1% en 2005), les obligations (28,6% en 2006 contre 33,2% en 2005) et les dépôts à terme (18,2% en 2006 contre 19,2% en 2005).
- ▶ Les fonds propres des banques maliennes passent de 85,2 milliards de francs CFA à fin 2005 à 94,8 milliards de FCFA à fin 2006 (soit + 10,1%). La part de la BNDA dans les fonds propres du système bancaire malien, même si elle passe de 29% à fin 2005 à 27,8% à fin 2006, demeure largement prédominante sur les autres banques de la place.

II. Le cadre institutionnel de la banque n'a, en 2006, pas connu d'évolution majeure, tandis que la banque poursuivait l'adaptation de ses structures, de ses compétences et de ses moyens au volume croissant de ses activités

Cadre institutionnel : capital et répartition des parts

Le capital social de la BNDA s'élève à **11.100.586.000 FCFA** après l'augmentation du capital par incorporation de 112.539.000 FCFA de réserves libres intervenue le 15 mai 2006. Il se compose de **6.806** actions nominatives :

Actionnaires	Montant (milliers FCFA)	%	Groupe	Nombre d'actions
République du Mali	4.048.142	36,47	A	2 482
Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest	2.156.182	19,42	B	1.322
Agence Française de Développement	2.516.633	22,67	C	1.543
Deutsche Investitions und Entwicklungsgesellschaft GmbH	2.379.629	21,44	D	1.459
TOTAL	11.100.586	100%		6.806

Cadre organisationnel

L'effectif global au 31 décembre 2006 est de **241** agents dont 108 sont affectés au siège et 133 en agences (soit 55% de l'effectif total). L'effectif du personnel hors assistance technique, qui était de 193 en 2004 et 219 en 2005, s'élève à **240 agents à fin 2006**, la banque ayant recruté au cours de l'exercice vingt sept agents et enregistré six départs :

Catégories d'emploi	Hommes	Femmes	Total
Cadres	77	5	82
Gradés	118	19	137
Employés	21	0	21
Total	216	24	240

L'activité de formation professionnelle des agents en 2006

Durant l'exercice 2006, les dépenses de formation professionnelle se sont élevées à la somme de 76,4 millions de francs CFA, contre 91,4 millions de francs CFA en 2005 (-16,3 %) : la gestion et le contrôle budgétaire, concepts BDR – Oracle DBA & II – Plate-forme UNIX, l'approche relationnelle en marketing, l'AS400 et Windows 2003 Server Administration, les risques bancaires et le comité de Bâle, la passation des marchés, la gestion commerciale d'une agence bancaire et la monétique ont été parmi les thèmes principaux de ces actions. Les formations diplômantes ont concerné deux agents inscrits aux cours par correspondance de l'I.T.B. (Institut Technique de Banque, Paris) et six agents inscrits au centre ANPE de Bamako.

Différents changements d'organisation sont entrés en application en 2006 :

Par note de service du 23 mai 2006 l'organisation de la banque a été modifiée sur les points ci- après :

- création de la **Direction des Opérations**,

- création d'un poste de **Conseiller du Président Directeur Général**
- création de la **Direction commerciale et du marketing (DCOM)** qui reprend pour l'essentiel les activités dévolues à l'ancienne Direction du réseau et de l'exploitation (DREX).

Des chantiers lourds ont été achevés ou se sont développés en 2006

- Passage de la version A6 à la version A7 du progiciel SAB ;
- Le démarrage effectif du chantier de la monétique dans sa partie cartes de retrait;
- L'acquisition du produit de transfert de personne à personne Moneygram ;
- Le lancement de nouveaux produits de crédit : les prêts aux salariés et aux pensionnés (l'immobilier et l'équipement notamment) et la mise en œuvre d'une nouvelle approche PME-PMI ;

Enfin, **les actionnaires de la BNDA** ont tenu en décembre 2006 un séminaire stratégique qui a permis d'aborder les questions relatives à la gouvernance et à l'avenir institutionnel de la société. Ces travaux devraient permettre de formaliser en 2007 un toilettage des textes fondamentaux de la BNDA (statuts, règlement général) dans le cadre d'un pacte d'actionnaires.

L'ACTIVITE DE CREDITS

1. En 2006, l'activité de crédit est caractérisée par une croissance d'ensemble, par la stabilisation des crédits intrants, la poursuite du financement de la CMDT et des besoins d'équipement du secteur rural,

Un accroissement global en termes de volumes d'octrois de crédit

Les octrois de crédit, y compris les décisions d'engagements par signature, ont encore progressé de 8,4%, en montants, en 2006 par rapport à 2005. Les instances de décision de la BNDA ont pris 26 944 décisions d'engagement, en trésorerie et par signature, pour un montant total de 153 328 millions de FCFA pendant l'exercice 2006, contre 18 897 dossiers pour un montant global de 141 472 millions de FCFA au cours de l'exercice précédent.

L'exercice 2006 est la première année du Plan à Moyen Terme (PMT) 2006-2010. Aussi, pour l'exercice 2006, les prévisions du PMT ont été reconduites pour le budget. En 2006, les réalisations sont inférieures aux objectifs ambitieux du budget 2006 et du Plan à Moyen Terme 2006-2010.

L'exercice 2006 a été caractérisé par un taux d'atteinte des prévisions de 84 % par rapport au budget de l'année et au Plan à Moyen Terme 2006-2010. Les autorisations accordées s'élèvent à 153.328 millions de FCFA contre 182.961 millions de FCFA prévus dans le (PMT) 2006-2010 et le budget.

L'exercice 2006 a été marqué par une légère augmentation du niveau d'activité à destination du monde rural,

- ▶ Les **crédits à l'agriculture et aux agro-industries cotonnières** ont concerné cet exercice 21.775 dossiers totalisant des engagements à hauteur de 48,6 milliards de FCFA, soit une augmentation de 2,1% en volume d'engagement et 40,8% en nombre de dossiers.
- ▶ **Les représentations de la zone Mali Sud et Mali Ouest** ont distribué, au cours de l'exercice, 22.232 prêts pour un montant global de 47,4 milliards de FCFA contre 15.459 prêts pour un montant total de 45,5 milliards de FCFA en 2005.
- ▶ La banque a poursuivi en 2006 le **financement des opérations en zone Haute Vallée du Niger** ; les octrois y ont baissé de 19,9% à 2,6 Milliards de F Cfa. La principale préoccupation de la banque dans cette zone est le recouvrement de ses créances compromises pour lequel la participation de tous les acteurs est recherchée.
- ▶ En zone **Office du Niger** les octrois augmentent. Ils s'établissent à 2,1 Milliards Fcfa (116,7% de l'exercice précédent). Il s'agit de refinancement de caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées, dont les performances dans la distribution et le recouvrement des crédits de financement des intrants agricoles demeurent satisfaisantes.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan à Moyen Terme 2006-2010, la BNDA a initié le financement d'une opération test portant sur un projet d'aménagement hydro- agricole de 90

hectares dans la zone Office du Niger en faveur d'une organisation paysanne pour un montant de 212,5 millions de FCFA.

Le financement des équipements ruraux au moyen de crédits à moyen terme connaît une augmentation.

Les prêts à moyen terme destinés au financement des équipements ruraux, des infrastructures villageoises, des équipements de transport et des équipements collectifs sont passés de 2 486 millions de FCFA en 2005 à 3 120 millions de FCFA en 2006, soit une progression de 25,5% en montant. En nombre, 3 455 prêts à moyen terme ont été octroyés en 2006 contre 2 352 prêts en 2005, soit une évolution de +46,9%. Ces octrois de prêts à moyen terme, concernent notamment les prêts premier équipement et rééquipement ainsi que la construction de bâtiments et de routes.

Les crédits aux Systèmes Financiers Décentralisés en nette augmentation

- ▶ La BNDA a octroyé aux SFD au cours de l'exercice 2006, 33 prêts et découverts d'un montant global de 4,6 milliards de FCFA pour refinancer les activités de crédit, contre 27 concours totalisant un montant de 3,4 milliards de FCFA en 2005. Quinze réseaux ont ainsi bénéficié des refinancements nécessaires à leur activité courante.

L'activité du financement des entreprises du secteur privé en nette progression.

- ▶ Globalement, le volume des octrois de crédit aux sociétés est passé de 88,5 milliards de FCFA en 2005 à 96,2 milliards de FCFA en 2006. Ce montant intègre la part de la BNDA dans le financement du crédit de campagne de la filière coton pour un montant global de 12 milliards de FCFA. Compte non tenu de ce financement, les engagements envers les autres sociétés, avec 84,2 milliards de FCFA, marquent une progression de 11,5% par rapport à l'exercice précédent.
- ▶ Les opérations en faveur des sociétés concernent principalement (i) le financement des agro-industries pour 12 milliards en 2006, (ii) les crédits à court et moyen termes aux autres sociétés, pour un total de 44,3 milliards de FCFA (32,8 milliards en 2005), (iii) les découverts (3,4 milliards contre 5,6 l'an précédent), et (iv) les engagements par signature (avals, cautions, garanties, crédits documentaires) : avec un volume de 35 milliards de FCFA en 2006, ils régressent de 8% par rapport à 2005 (38,1 Milliards F Cfa).

Les crédits aux entreprises ont massivement supporté les activités liées au secteur rural : mise à disposition des intrants, commercialisation et transformation des productions agricoles

- ▶ La diversification a été réalisée notamment en direction d'entreprises intervenant en amont (fournisseurs d'intrants, pétroliers, transporteurs, fabricants d'aliments pour bétail) et en aval (commercialisation, transformation, transport, distribution de produits agricoles) des secteurs de l'agriculture et de l'élevage, qui restent les principaux bénéficiaires de l'activité de crédit en faveur des entreprises.

2. Augmentation des encours et amélioration du portefeuille

L'encours global de crédit progresse en 2006 et les créances en souffrance se stabilisent

- ▶ L'encours brut des crédits se situe à 100,9 milliards en 2006. Il progresse de 10,6% en 2006.
- ▶ L'encours brut des crédits à court terme passe de 58,5 à 65,2 milliards de FCFA (+11,5 %), alors que l'encours des prêts à moyen terme augmente de 19%, représentant 13,9 milliards de FCFA en 2006 contre 11,7 milliards l'exercice précédent.
- ▶ L'encours sain passe de 80,4 milliards en 2005 à 87,3 milliards en 2006 (+8,6 %).
- ▶ La forte croissance des crédits en souffrance constatée les années précédentes a été arrêtée et leur montant brut se stabilise, 20,6 milliards de FCFA au 31 décembre 2006 contre 20,3 milliards de FCFA au 31 décembre 2005 (+ 1,5 %). La part relative des crédits en souffrance sur l'encours brut de crédit diminue en passant de 22,4 % en 2005 à 20,5 % en 2006.
- ▶ Le taux de provisionnement (dotations aux provisions pour créances douteuses et litigieuses sur créances en souffrance brutes) s'améliore sensiblement : 65,6 % en 2006 contre 53,6% en 2005. En outre, le montant des créances douteuses non provisionnées est presque toujours couvert par des sûretés réelles, dont les évaluations sont réalisées par les experts mandatées par la BNDA.
- ▶ Le montant brut des crédits contentieux passe de 10,8 milliards de FCFA à fin 2005 à 16 milliards de FCFA à fin 2006, soit une progression de 48,9 %. Le nombre de nouveaux dossiers transmis au contentieux est passé de 113 en 2005 (3 311 millions de FCFA) à 313 en 2006 (6 986 millions). Cette évolution reflète la volonté de la banque de mener une politique de recouvrement plus vigoureuse qui s'est traduite par une augmentation des encaissements sur dossiers contentieux qui sont passés de 489 millions de FCFA en 2005 à 928 millions de FCFA en 2006.

Le taux de recouvrement courant sur échu diminue en 2006

- ▶ **Le taux global de remboursement** des échéances appelées au cours de l'exercice 2006, y compris les crédits impayés des exercices antérieurs, s'élève à 86,2%, contre 93,6% l'exercice précédent, sur un total de tombées d'échéance de 75 Milliards de F Cfa. L'une des principales explications est le niveau d'échéances impayées sur quelques grandes entreprises.

LA COLLECTE DES DEPÔTS ET LES SERVICES BANCAIRES

La collecte des dépôts et les prestations de services bancaires ont poursuivi leur développement en 2006.

Des dépôts en léger recul

L'encours total des dépôts (y compris les emprunts rétrocédés par l'État à la banque) s'élève à 92,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2006, contre 93,4 milliards au 31 décembre 2005, soit une diminution de 0,9% contre une croissance de 5,7% en 2005 par rapport à 2004. L'encours des dépôts couvre 107% de l'encours net des crédits à la clientèle à fin 2006, en diminution par rapport au taux de 116,3% constaté à fin 2005.

Millions de FCFA	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006	05/04	06/05
Gouv et institutions non financières	10 146	13 424	13 675	32%	1,8%
dont emprunts rétrocédés	9 375	13 116	13 432	40%	2,4%
dont dépôts de l'Etat	771	308	243	-60%	-21%
Autres agents économiques	78 280	80 031	78 897	2%	-1,4%
TOTAL ENCOURS DEPÔTS	88 426	93 455	92 572	6%	- 0,9%

- ▶ **Les dépôts des autres agents économiques** que l'Etat baissent très légèrement entre fin 2005 et fin 2006, passant de 80 milliards de F CFA au 31 décembre 2005 à 78,9 milliards de F CFA au 31 décembre 2006 (- 1,4 %). Cet encours s'élevait à 78,3 milliards à fin 2004.
- ▶ **Les comptes d'épargne et dépôts à terme** enregistrent une baisse de 5,3% en 2006, passant de 20,4 milliards de FCFA en 2005 à 19,3 milliards de F CFA en 2006. Les comptes d'épargne enregistrent une progression 7%, les dépôts à terme enregistrent cependant une baisse 27% en fin d'année.

L'activité de services bancaires augmente et représente un tiers du Produit Net Bancaire

En 2006, les commissions générées par les prestations de services bancaires ont atteint 2,7 milliards de FCFA, contre 2,2 milliards en 2005 ; avec un accroissement de 24% par rapport à l'exercice précédent, les commissions sur services bancaires représentent **33,4% du Produit Net Bancaire** à fin 2006, alors qu'en 2005, elles représentaient 27% du PNB. Le PMT 2006-2010 prévoyait que les commissions représenteraient 29% du PNB en 2006.

Par ailleurs le paiement en collaboration avec la BRED de pensions de retraites servies par des caisses françaises au profit de résidents maliens se poursuit.

LES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE 2006

Le compte de résultat

Au 31 décembre 2006, la banque, réalise un **résultat net bénéficiaire de 886 millions de FCFA**, après une provision pour paiement de l'impôt sur les sociétés de 477 Millions F Cfa.

L'encours moyen des emplois bruts connaît simultanément une baisse de 5% par rapport à l'exercice précédent.

Les produits d'exploitation bancaires, qui avaient crû de 13 % au cours de l'exercice 2005, ont enregistré une nouvelle progression de 3% en 2006.

Cette croissance s'est accompagnée de la poursuite des modifications suivantes :

- ▶ Les **produits des placements** représentent à 3% des produits bancaires en 2006. Il s'agit essentiellement des produits des prêts interbancaires de courte durée et des titres de placement. Toutefois ce chiffre est apparent puisqu'il ne comprend pas les intérêts perçus sur les titres placés en Immobilisations financières.
- ▶ Les produits enregistrés sur les **crédits de campagne** se maintiennent également (ils ne représentent que 4% de l'ensemble des produits contre 5% l'exercice précédent) en raison du volume des crédits de campagne octroyés en 2006, et de leur vitesse de remboursement.
- ▶ Les **intérêts sur crédits ordinaires** représentent toujours la principale composante des produits bancaires (66 % du total en 2006). En glissement sur les deux exercices, le montant recule de 7% par rapport à 2005, corrélativement à la diminution de l'encours moyen des crédits, notamment à moyen terme.
- ▶ Les **autres produits bancaires** (commissions perçues sur les prestations de services bancaires à la clientèle) progressent nettement entre 2005 et 2006 (+38%). Elles représentent en 2006 27% du total des produits bancaires contre 20% l'année précédente.

Les charges bancaires augmentent

Pour l'exercice 2006, les charges d'exploitation bancaires s'élèvent à 2.335 millions de FCFA, contre 1.947 millions de FCFA en 2005, soit une augmentation de 20%.

- ▶ la charge financière des **ressources interbancaires** augmente de 14%, Cette augmentation est due aux écritures de régularisation opérées au cours de l'exercice sur les suspens des comptes de correspondants étrangers
- ▶ Les intérêts servis sur les **dépôts de la clientèle** progressent de 5% en 2006 par rapport à l'exercice précédent en raison de la progression de l'**encours moyen des dépôts** qui passe de 98,9 milliards de F Cfa à 101,2 milliards F Cfa.
- ▶ Le taux moyen de rémunération des dépôts collectés passe de 1,52 % en 2005 à 1,38 % en 2006.

Les résultats de la banque s'améliorent.

- ▶ **Le produit net bancaire** pour l'exercice 2006 s'établit à 8,1 milliards de FCFA contre 8,2 milliards en 2005, régressant ainsi de 1%. Cette évolution résulte essentiellement de la baisse des intérêts perçus sur les "autres crédits ordinaires" et à l'augmentation des intérêts payés à la clientèle.
- ▶ **Le coefficient d'exploitation** (charges d'exploitation sur PNB) augmente en 2006 du fait de l'augmentation plus rapide des charges que des produits, en particulier des frais de personnel (+13% en 2006 par rapport à l'exercice 2005), des charges extérieures (+8%) et des amortissements (+26%). Sur les frais de personnel se combinent l'effet de la révision de la grille salariale suite à la conclusion de l'accord avec les organisations syndicales (5,8%), celui de la fiscalisation (+3,9%) et la croissance normale de personnel (recrutement et GVT +14,2%). Les services extérieurs sont liés à l'augmentation générale de l'activité de la banque. Le coefficient d'exploitation s'établit en 2006 à 79,7%.
- ▶ **Le taux de marge brute** (PNB / encours moyens bruts rémunérés) se maintient à 7,75% entre 2005 et 2006.
- ▶ **La marge de couverture des risques** passe de 3,7 milliards de FCFA en 2005 à 4,8 milliards en 2006. Elle représente 59% du produit net bancaire de l'exercice en 2006 contre 45% en 2005.
- ▶ Pour l'exercice 2006, **le résultat bénéficiaire avant impôts** se situe à 1.363 millions de FCFA, contre 578 Millions F CFA en 2005 et une perte de 491 millions à fin décembre 2004. Le résultat de 2006 est acquis alors que la banque passe à nouveau une dotation nette de provisions pour dépréciation de créances de 2 526 millions F Cfa.
- ▶ **L'ensemble des ratios prudentiels est respecté** par la BNDA au 31 décembre 2006, sauf le ratio de structure du portefeuille (58,9% contre une norme réglementaire de 60% minimum).
- ▶ La provision pour paiement **de l'impôt sur les sociétés** s'élève à 477 Millions F CFA contre 202 Millions F CFA en 2005.

Les comptes de bilan

Le total du bilan est passé de 140,6 milliards de francs CFA au 31 décembre 2005 à 140,2 milliards au 31 décembre 2006, soit une baisse de 0,23%.

A l'actif

- ▶ Les **créances interbancaires** baissent de 36% à fin 2006, s'établissant à 16,7 milliards de francs CFA contre 26 milliards à fin 2005 ; elles comprennent les avoirs à la Banque Centrale pour 10,3 milliards et des dépôts auprès des établissements de crédit pour 3,2 milliards.
- ▶ **L'encours des crédits nets** de provisions augmente de 9% en 2006 (87,4 milliards de francs CFA à fin 2006 contre 80,4 milliards à fin 2005). Les crédits à court terme, y compris les comptes débiteurs, représentent 64,9 milliards, les crédits à moyen terme 13,9 milliards et les crédits à long terme 1,1 milliard. Les crédits en souffrance, nets de provisions, s'établissent à 7,1 milliards contre 9,4 milliards en 2005.

- ▶ Les **immobilisations financières** s'élèvent à 16,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2006, contre 12,9 milliards à fin 2005. Sous cette rubrique sont comptabilisés les titres dans lesquels la BNDA a décidé de placer une partie de sa trésorerie (titres d'Etat à échéance à plus d'un an).
- ▶ Les **immobilisations corporelles** passent de 6,9 milliards de FCFA à fin 2005 à 7,5 milliards à fin 2006, avec notamment la poursuite des investissements en informatique.

Au passif

- ▶ Les **dettes interbancaires** s'élèvent à 13,3 milliards en diminution de 9%. Elles comprennent 1,9 milliards à des dépôts et prêts bancaires et 11,3 milliards d'emprunts auprès d'institutions financières internationales ou étrangères.
- ▶ Les **dettes à l'égard de la clientèle** s'élèvent à 92,6 milliards de francs CFA et comprennent essentiellement les dépôts des *autres agents économiques*, pour 79,1 milliards, stables par rapport à 2005, et les emprunts rétrocédés par l'État pour un montant de 13,4 Milliards de F CFA. Les emprunts rétrocédés par l'Etat enregistrent le tirage d'une tranche de 4 Milliards sur une ligne BAD.
- ▶ Les **fonds propres effectifs de la banque** (fonds propres bruts nets des immobilisations incorporelles, avant affectation des résultats) augmentent au 31 décembre 2006. Ils atteignent 25,4 milliards de FCFA au 31 décembre 2006, contre 24,4 milliards à fin 2005.

Hors Bilan

- ▶ Les **engagements de financement donnés** sont passés de 1,8 milliards à fin 2005 à 7,2 milliards à fin 2006, correspondant aux octrois décidés par le Conseil d'Administration en fin d'année et non débloqués à cette date.
- ▶ Les **engagements de garantie donnés** atteignent au 31 décembre 2006 15,6 milliards de FCFA, contre 5,3 milliards à fin 2005. Cette évolution s'explique par le développement des opérations documentaires et d'aval de traite.

Les engagements de garantie reçus se chiffrent à 44,3 milliards. Il s'agit de la comptabilisation des garanties données par la clientèle ou des organismes de garantie extérieurs.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mesdames et Messieurs les Actionnaires

En exécution de la mission de Commissariat aux Comptes que votre Assemblée Générale a bien voulu nous confier, nous vous présentons notre Rapport relatif à l'exercice allant du 01 Janvier au 31 Décembre 2006.

Notre mission a porté sur :

- le contrôle des comptes annuels de la BNDA, tels annexés au présent rapport et comportant le Bilan, le compte de Résultats, et autres Annexes,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et notamment par l'Article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA, relatif au droit des sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique,
- les vérifications relatives à la réglementation bancaire et aux normes prudentielles de l'UEMOA.
- l'examen de l'application des méthodes comptables prescrites par le Plan Comptable Bancaire (PCB).
- l'établissement des Etats Financiers est de la responsabilité de la Direction Générale de la Banque.

Les comptes Annuels sont arrêtés par le Conseil d'Administration, sous sa responsabilité.

Opinion sur les comptes Annuels

Notre examen a été effectué conformément aux normes de Commissariat aux Comptes généralement admises, et a comporté les sondages, et autres vérifications que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Suivant ces normes, nous nous sommes assurés que les Etats Financiers, soumis à notre examen, ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Nous avons examiné, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans les Etats Financiers, et avons apprécié les principes comptables appliqués par la direction, les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes ainsi que leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après :

Nous certifions que les Etats Financiers arrêtés au 31 Décembre 2006, conformément aux principes comptables généralement admis et faisant apparaître :

- un Total du Bilan de	FCFA 140 234 929 337
- un Résultat bénéficiaire de	FCFA 886 367 172

sont sincères, réguliers et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de la BNDA à la fin de l'exercice 2006.

PROCES-VERBAL DE LA TRENTE ET DEUXIEME SEANCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DE LA BNDA

L'an deux mil sept, le vendredi 27 avril à 16 heures 10 minutes, les actionnaires de la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA) se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire à Bamako, dans la salle de conférence de ladite banque, sur convocation du Président Directeur Général.

Une feuille de présence a été établie et élargée par chacun des actionnaires.

- M. Ousmane DIARRA, Sous-directeur du Patrimoine Mobilier, au Ministère des Domaines de l'Etat, de l'Habitat et des Affaires Foncières représentant la République du Mali
- M. Idrissa TRAORE, Directeur National de la BCEAO-MALI, représentant la BCEAO
- M. Jean-François VAVASSEUR, représentant l'Agence Française de Développement (AFD)

Le Président constate que le quorum est atteint et que l'assemblée étant régulièrement constituée, elle peut valablement délibérer.

Le Président rappelle que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Mise en place du Bureau
2. Examen et approbation du rapport du Conseil d'Administration et des rapports des Commissaires aux comptes relatifs à l'exercice 2006
3. Quitus aux administrateurs et aux Commissaires aux comptes
4. Affectation du résultat de l'exercice.

L'ordre du jour a été approuvé à l'unanimité.

Résolution n° 1. Mise en place du Bureau

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la BNDA, réunie en sa 32^{ème} séance à Bamako le 27 avril 2007, approuve la mise en place de son Bureau composé comme suit :

Président : M. Moussa Alassane DIALLO , Président Directeur Général de la BNDA

Scrutateurs : MM. Idrissa TRAORE (BCEAO-MALI) et Jean-François VAVASSEUR (AFD)

Secrétaire de séance : M. Souleymane FOMBA, Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux à la BNDA.

Cette résolution mise aux voix a été approuvée à l'unanimité.

Résolution n° 2. Approbation du rapport du Conseil d'Administration et des rapports des Commissaires aux comptes relatifs à l'exercice 2006

Après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration et des rapports des Commissaires aux Comptes, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la BNDA, réunie en sa 32^{ème} séance à Bamako le 27 avril 2007, approuve les comptes de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2006 et clos le 31 décembre 2006.

Cette résolution mise aux voix a été approuvée à l'unanimité.

Résolution n° 3. Quitus aux administrateurs et aux Commissaires aux Comptes

Conformément aux dispositions de l'article 31 des Statuts, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la BNDA, réunie en sa 32^{ème} séance à Bamako, le 27 avril 2007, donne quitus :

- au Conseil d'Administration de sa gestion pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2006 et clos le 31 décembre 2006
- et aux Commissaires aux Comptes pour la vérification et la certification des comptes de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2006 et clos le 31 décembre 2006.

Cette résolution mise aux voix a été approuvée à l'unanimité.

Résolution n° 4. Affectation du résultat de l'exercice 2006

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la BNDA, réunie en sa 32^{ème} séance à Bamako, le 27 avril 2007, décide de répartir le bénéfice de l'exercice 2006 s'élevant à **886 367 172 FCFA** comme suit :

Bénéfice de l'exercice	886 367 172 F/CFA
Réserve légale (10%)	- 88 636 717
Réserve statutaire (5%)	- 44 318 359
Fonds social (5%)	- 44 318 359
Prime d'intéressement (5%)	- 44 318 359

Solde **664 775 378**

Report à nouveau au 31/12/2005 4 922

Bénéfice distribuable **664 780 300 F/CFA**

Réserve de diversification - 0

Dividendes - 0

Report à nouveau au 31/12/2006 **664 780 300 F/CFA**

Cette résolution mise aux voix a été approuvée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 16 heures 17 minutes.

Le Président

Les scrutateurs

BCEAO

AFD

Le Secrétaire de séance